

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Asie > Bangladesh > Rohingya (réfugiés)  
(Bangladesh) > **Bhasan Char : Le Bangladesh invoque le Covid-19 pour interner des réfugiés (...)**

# **Bhasan Char : Le Bangladesh invoque le Covid-19 pour interner des réfugiés rohingyas sur une île inondable**

lundi 18 mai 2020, par [BACKMANN René](#) (Date de rédaction antérieure : 16 mai 2020).

**La protection des camps de réfugiés birmans contre la pandémie a servi de prétexte au gouvernement de Dacca pour mettre en quarantaine plus de 300 Rohingyas sur une île prison du golfe du Bengale menacée de submersion par la mousson et où il veut transférer 100 000 exilés.**

La lutte contre le coronavirus peut-elle être invoquée par un État pour justifier l'internement de réfugiés sur une île submersible, à la veille du début de la mousson ? Oui. Le gouvernement du Bangladesh vient de le prouver. Le dimanche 3 mai, puis le jeudi 7 mai, deux groupes de 29 puis 280 réfugiés rohingyas dont les embarcations erraient depuis des semaines en mer d'Andaman ont été transférés de force par les garde-côtes sur l'île de Bhasan Char - « l'île qui flotte » en bengali, à trois heures de bateau de la côte la plus proche, dans le golfe du Bengale.

Selon les autorités bangladaises, les réfugiés internés à Bhasan Char avaient fui la Birmanie pour rejoindre la Malaisie, qui les avait refoulés et le chalutier à bord duquel ils se trouvaient était en difficulté dans les eaux du Bangladesh où les garde-côtes locaux les avaient secourus. Mais Human Rights Watch a une autre version. Après avoir visité plusieurs camps de réfugiés rohingyas de la région, les enquêteurs de HRW ont découvert que sept au moins des réfugiés transférés à Bhasan Char avaient déjà été enregistrés comme réfugiés au Bangladesh.

Ce qui signifie qu'ils ne cherchaient pas à entrer dans le pays, mais à en sortir. Sans doute pour éviter un rapatriement en Birmanie, dont ils ne voulaient à aucun prix, comme l'écrasante majorité des Rohingyas, poussés à l'exil par les persécutions dont ils étaient victimes dans leur pays d'origine. Deux semaines plus tôt, un autre chalutier à bord duquel se trouvaient près de 400 Rohingyas, fuyant la Birmanie, avait été secouru par les garde-côtes après une longue dérive en mer au cours de laquelle une centaine de passagers avaient trouvé la mort.

Sans s'attarder sur ces détails tragiques, le ministre des affaires étrangères du Bangladesh, Abul Kalam Abdul Momen, a avancé une explication strictement sanitaire à la décision de son gouvernement. « Nous avons décidé d'envoyer les rescapés rohingyas sur Bhasan Char pour des raisons de sécurité, a-t-il affirmé le 2 mai. Nous ne savons pas s'ils étaient positifs ou non au Covid-19. S'ils étaient entrés dans le camp de réfugiés de Kutupalong, la totalité de la population aurait été mise en danger. »

Kutupalong, où s'entassent aujourd'hui, selon le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR), 602 000 Rohingyas, est le plus vaste des 12 principaux camps de réfugiés de la région de Cox Bazar. C'est aussi, actuellement, le camp de réfugiés le plus peuplé de la planète. Depuis les années 1990, cette région frontalière a recueilli la majorité des membres de la minorité ethnique

musulmane de Birmanie, historiquement ostracisée et contrainte à l'exil dans le pays voisin par la majorité bouddhiste et le pouvoir birman. Elle en abrite aujourd'hui plus d'un million.

Aux yeux du gouvernement de Dacca, cette population de réfugiés concentrés sur son sol dans une misère et une promiscuité explosives constitue une véritable bombe à retardement sanitaire. Surtout si on accepte les données officielles – très discutées par les experts en santé publique – selon lesquelles le Bangladesh qui compte 165 millions d'habitants recenserait seulement près de 21 000 cas de Covid-19 et 300 morts, après deux mois de confinement. Jeudi dernier, les deux premiers cas de coronavirus dans les camps de réfugiés de la région de Cox Bazar ont été confirmés. Selon le HCR, l'un est un réfugié, l'autre un citoyen bangladais. Le lendemain, deux autres réfugiés contaminés étaient identifiés. D'après l'un des responsables communautaires des réfugiés près de 5 000 personnes qui auraient été en contact avec les malades testés positifs dans le camp no 5, auraient été mises en quarantaine.

Mais ces informations n'étaient pas connues du gouvernement de Dacca lorsqu'il a décidé de placer les 309 rescapés en isolement à Bhasan Char. Et, de toutes façons, l'argument sanitaire avancé par les autorités locales n'avait pas été jugé recevable par les responsables locaux du HCR. « Nous disposons à Cox Bazar des installations nécessaires pour assurer la mise en quarantaine éventuelle de ces réfugiés, avait expliqué aux représentants du gouvernement Louise Donovan, au nom de l'agence de l'ONU. Des procédures rigoureuses sont en place. Elles prévoient notamment, pendant la période requise de 14 jours, un examen médical complet dans chacun de nos centres de quarantaine. Nous avons tout l'espace nécessaire et nous pouvons offrir toute l'assistance dont ils ont besoin, dans ces centres où ils bénéficient en plus du soutien de leurs familles et des réseaux communautaires indispensables à leur rétablissement après l'expérience traumatisante qu'ils viennent de vivre. »

En d'autres termes, pourquoi ajouter au traumatisme de l'exil et d'une traversée maritime dangereuse, à la merci de passeurs cupides, l'isolement sur un îlot perdu, menacé de submersion par gros temps ? À cette question la réponse est cruellement simple : parce que le gouvernement du Bangladesh a trouvé dans cet argument sanitaire un prétexte inespéré pour commencer enfin à mettre en œuvre, sans bruit, un vieux projet contesté du premier ministre Sheikh Hasina qui a déjà investi 276 millions de dollars dans cette opération.

Projet qui prévoyait le transfert de 100 000 réfugiés – un sur dix – sur Bhasan Char et qui avait été rejeté, jusque-là, par les principaux intéressés – les réfugiés rohingyas – mais aussi par la majorité des ONG actives dans les camps. Avant de faire l'objet de réserves très explicites de plusieurs agences des Nations unies. Au point que trois dates arrêtées pour le début du transfert des réfugiés – mars 2019, octobre 2019 et novembre 2019 – n'ont pas été respectées. Et qu'avant l'arrivée, il y a deux semaines, du premier groupe de 29 rescapés, seuls des militaires de la marine du Bangladesh, qui contrôlent l'île, étaient présents sur les lieux.

Et pour cause. Apparue seulement depuis une vingtaine d'années, cette île, constituée d'alluvions du Meghna qui réunit les eaux du Gange et du Brahmapoutre, émerge à peine des eaux. Partiellement couverte de forêt, elle est restée inhabitée depuis son apparition en raison de sa vulnérabilité à la mousson et aux cyclones, fréquents dans cette région, de la mi-avril à début novembre. Cyclones d'autant plus redoutés et destructeurs que même par beau temps l'île n'offre aucune résistance aux flots. Entre la marée basse et la marée haute, la superficie de Bhasan Char passe de 6 000 hectares à 4 000 hectares.

## « Bhasan Char sera l'équivalent d'une prison »

« Ce projet est inhumain, a confié aux journalistes du Bangla Tribune un officier de la marine du Bangladesh stationné dans l'île, dont l'accès est interdit par l'armée. En novembre 1970, le cyclone de Bhola n'a fait aucun survivant sur l'île voisine de Nijhum Dwip. Et Bhasan Char est encore plus basse sur l'eau que Nijhum Dwip. » « Un grand nombre de questions demeurent sans réponses, observait après une visite sur place en janvier 2019 la psychologue coréenne Yanghee Lee, rapporteure spéciale de l'ONU pour la situation des droits de l'homme en Birmanie. Mais la question principale demeure de savoir si cette île est véritablement habitable. »

« Chaque année, pendant la mousson, ont déclaré aux enquêteurs de Human Rights Watch les habitants de l'île voisine de Hatiya, une partie de Bhasan Char est érodée par l'eau. Nous n'osons même pas y mettre les pieds. Comment des milliers de Rohingyas pourraient-ils y vivre ? » Par ailleurs, la navigation dans les parages de l'île est jugée si dangereuse, par temps incertain, que les pêcheurs du delta hésitent à s'y aventurer. Les reporters d'un journal local ont dû attendre six jours avant que la météo devienne favorable et qu'un volontaire accepte de les embarquer.

À toutes ces objections des ONG, d'une partie de la presse locale, et de plusieurs agences des Nations unies, le gouvernement bangladais répond que rien n'a été négligé. Une digue, haute de près de trois mètres et longue de 13 km a été érigée autour de l'enclave affectée à l'hébergement des Rohingyas. Chacune des 120 unités de logement du complexe comprend 12 bâtiments sur pilotis, une mare, et un abri en béton destiné à héberger 23 familles en cas de cyclone et à recevoir les réserves de produits alimentaires. Conçus, selon les architectes pour résister à des vents de 260 km/h, les abris pourront aussi être utilisés comme salles de classes, centres communautaires et dispensaires.

Compte tenu des conditions de navigation très difficiles dans l'estuaire du Meghna et du statut militarisé de l'île, la liberté de mouvement des réfugiés, comme leur aptitude à assurer leur subsistance, seront réduites à néant. « Bhasan Char sera l'équivalent d'une prison », estimait, il y a un an Brad Adams, directeur pour l'Asie de Human Rights Watch. Aucun hôpital n'est prévu sur l'île. En cas d'urgence, les malades ou les blessés devront être transférés vers l'hôpital de l'île de Hatiya, à une heure de bateau - lorsque le temps le permet.

Faute de production locale, la quasi-totalité de l'alimentation devra être acheminée depuis le continent. La densité de population de ce complexe dont les blocs, disposés sur un plan orthogonal, sont séparés par d'étroites allées rectilignes dépassera, lorsqu'il sera totalement occupé, 65 000 habitants au km<sup>2</sup> : soit six fois celle du cœur de New York. On le voit, ce « paradis pour les Rohingyas » selon le principal architecte du projet, Ahmed Mukta, tient davantage du cauchemar concentrationnaire submersible que du tremplin vers une nouvelle vie pour les réfugiés birmans du Bangladesh.

Formulée pour la première fois, sans suite, en 2015 par les responsables bangladais, alors que le nombre de réfugiés birmans dans la région de Cox Bazar ne dépassait pas 250 000, l'idée de les transférer sur Bhasan Char est revenue en discussion deux ans plus tard, en août 2017, lorsque la campagne de nettoyage ethnique déclenchée par l'armée birmane et ses milices a chassé près de 740 000 Rohingyas de leurs villages dans l'État de Rakhine et les a contraints à se réfugier de l'autre côté de la frontière, au Bangladesh, auprès de leurs frères, exilés parfois depuis plus de 25 ans.

Nourrie par divers trafics, par le prosélytisme des émissaires islamistes, par la présence de gangs criminels et par l'activisme des agents de l'Arakan Rohingya Salvation Army (ARSA), à la recherche

de recrues pour combattre l'armée birmane, une insécurité, rapidement jugée incontrôlable par les autorités locales, s'est installée dans la région. Insécurité qui a contribué à aggraver les tensions entre les réfugiés et la population locale qui reproche aux Rohingyas de voler les petits boulots - employés de restaurants, livreurs, conducteurs de pousse-pousse - en soudoyant les policiers et en acceptant des salaires inférieurs, alors qu'ils ne sont officiellement pas autorisés à travailler. Cette situation est d'autant plus inacceptable pour le gouvernement de Dacca que Cox Bazar et sa plage de 120 km constituent l'une des rares attractions touristiques du pays.

Pour mettre un terme à cette tension, le gouvernement de Dacca a d'abord compté sur une campagne de retours volontaires des Rohingyas en Birmanie. En vain. Faute d'obtenir des garanties de sécurité et de liberté du gouvernement birman, aucun réfugié n'a accepté de rentrer. Le même refus a été opposé aux autorités d'année en année chaque fois qu'une liste de volontaires pour le rapatriement a été proposée. Selon les chiffres fournis par le gouvernement birman lui-même, 31 réfugiés seulement sont rentrés du Bangladesh entre mai 2018 et mai 2019.

Les conditions, le plus souvent atroces, dans lesquelles les Rohingyas ont été contraints de fuir en août 2017 et ce qu'ils soupçonnent de ce qui les attendrait au retour expliquent largement ces refus. Les ONG humanitaires estiment que depuis 2017, 24 000 Rohingyas ont été tués par l'armée birmane et ses milices, et 18 000 femmes et jeunes filles violées. En outre, 115 000 maisons auraient été brûlées et 113 000 autres vandalisées. Selon le rapport de la « Mission d'établissement des faits » de l'ONU remis au Conseil des droits de l'homme en août 2019, les Rohingyas ont été victimes de multiples « crimes de droit international, y compris des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre ».

On comprend dans ces conditions que, rien n'ayant changé depuis cet été sanglant en Birmanie où Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix 1991, n'a pas soulevé un sourcil devant ces crimes, les Rohingyas se résignent à un destin de réfugiés plutôt que de risquer un retour à la terreur. Mais ils ne sont pas disposés pour autant à risquer leur vie dès le premier cyclone dans un centre de rétention insulaire coupé de tout où ils n'auront aucune chance d'espérer un autre avenir. Les responsables du HCR l'ont compris et, sans affronter ouvertement les autorités locales, ne cessent de répéter depuis un an, comme ils viennent de le faire encore la semaine dernière, qu'il n'est pas possible de transférer qui que ce soit sur Bhasan Char sans procéder à une « évaluation complète et détaillée » de la situation.

Depuis deux ans, les « plans stratégiques conjoints » proposés par le HCR et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pour résoudre la « crise humanitaire » des Rohingyas estiment que sur les trois scénarios possibles - rapatriement, réinstallation et présence de longue durée - le dernier est le plus réaliste. À condition d'être accompagné d'une certaine « décongestion » des camps et d'une plus grande liberté de mouvements accordée aux réfugiés. L'aménagement de Bhasan Char et la volonté obstinée d'y transférer une partie des Rohingyas montrent que le gouvernement de Dacca a une conception particulière de la « décongestion ».

Sans doute compte-t-il sur le temps - et le soutien de ses alliés étrangers - pour l'imposer aux agences de l'ONU. « Le Bangladesh affronte le double défi de devoir porter assistance aux Rohingyas tout en combattant la propagation du Covid-19, constatait la semaine dernière Brad Adams de Human Rights Watch. Mais envoyer les réfugiés sur une île dangereusement inondable, sans soins médicaux, n'est certainement pas la solution. »

**René Backmann**

---

## **P.-S.**

- MEDIAPART. 16 MAI 2020 :

<https://www.mediapart.fr/journal/international/160520/le-bangladesh-invoque-le-covid-19-pour-inter-ner-des-refugies-rohingyas-sur-une-ile-inondable?onglet=full>

*Les articles de René Backmann sur Mediapart :*

<https://www.mediapart.fr/biographie/rene-backmann>

### POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>